



## CONSEIL POLITIQUE SUR LA GOUVERNANCE TERRITORIALE MULTINIVEAUX ET LE FINANCEMENT DURABLE

**27 octobre 2021, 14h00-16h00 CEST**  
**Organisé dans le cadre d'Octobre urbain**

Inscrivez-vous ici :

[https://us02web.zoom.us/meeting/register/tZ0ldOuoqjssH9EN5Gn6Jm\\_31HcDxJFe62TC](https://us02web.zoom.us/meeting/register/tZ0ldOuoqjssH9EN5Gn6Jm_31HcDxJFe62TC)

Personnes de contact de l'équipe de CGLU : Massimo Perrino : [m.perrino@uclg.org](mailto:m.perrino@uclg.org) ;  
Mathilde Penard : [m.penard@uclg.org](mailto:m.penard@uclg.org).

*L'interprétation sera disponible en français, anglais et espagnol.*

### Agenda

#### Remarques introductives

- **Emilia Saiz**, secrétaire générale de CGLU
- **Pablo Jurado**, président de CONGOPE, vice-président de CGLU pour le Forum des régions

#### Présentation des priorités par les conseiller·e·s politiques

**Modération : Serafin Pazos-Vidal**, responsable du bureau de Bruxelles, Convention des autorités locales écossaises (COSLA)

- **Emilio Jatón**, maire de Santa Fe
- **Joanne Vanderheyden**, maire de la municipalité de Strathroy-Caradoc, présidente de la Fédération canadienne des municipalités (FCM)
- **Ahmed Aziz Diallo**, maire de Dori
- **Benoît Pilet**, adjoint au maire d'Angers
- **Santiago Saura Martínez de Toda**, conseiller municipal chargé de l'internationalisation et de la coopération, Madrid
- **Cemal Baş**, conseiller municipal de Keçiören

#### Réactions des partenaires

- **Rudi Borrmann**, responsable du Partenariat pour un Gouvernement ouvert au niveau local (OGP Local)
- **Frédéric Audras**, responsable de la division Développement urbain, logement, aménagement, Agence française de développement (AFD)
- **Robert Ramsay**, Syndicat canadien de la fonction publique (ISP)

#### Représentant·e·s des co-président·e·s et conseiller·e·s politiques :

- **Olivia Paton**, responsable du bureau Europe et Stratégie internationale, Conseil provincial de Barcelone
- **Mireia Huerta**, responsable des Affaires internationales, Association catalane des municipalités (ACM)

#### Débat ouvert et synthèse

## **Questions abordées par le Conseil politique jusqu'à présent**

Les réunions qui se sont tenues en 2021 ont permis aux sherpas et aux Conseiller·e·s politiques de débattre de propositions concrètes à inscrire à son ordre du jour, en prêtant particulièrement attention à la **perspective territoriale**, au **continuum urbain-rural** et à la mise en œuvre d'une **relance verte, juste et équitable** pour toutes les villes et régions face à la crise du COVID-19.

Les Conseiller·e·s ont particulièrement mis l'accent sur les questions suivantes :

- Souligner la nécessité d'établir une **relation symbiotique entre les différentes sphères du gouvernement** basée sur les principes de subsidiarité et de proportionnalité, ainsi que des **mécanismes de co-gouvernance**, afin de promouvoir un environnement propice à la réalisation d'objectifs harmonisés.
- **Considérer la symbiose rurale-urbaine et l'approche territoriale** comme points de départ essentiels pour appréhender les changements démographiques et la fracture numérique et garantir la cohésion en agissant dans le cadre de systèmes de villes.
- Renforcer l'incidence politique des gouvernements locaux et régionaux au niveau national et international au moyen de recommandations pratiques et d'analyses fondées sur des données, en particulier sur la question de la **localisation du financement en appui au développement durable**.
- Mettre en évidence la nécessité de continuer à plaider en faveur du financement des gouvernements locaux et régionaux tout en **reconnaissant l'écosystème plus large des acteurs financiers publics et privés** qui participent au financement du développement local et territorial.
- Renforcer et **mettre en place de nouveaux partenariats multipartites impliquant les gouvernements nationaux et le secteur privé** afin de créer un environnement propice permettant aux villes et aux régions de mobiliser des financements.
- Élaborer un document stratégique qui définit les priorités, les instruments et les outils nécessaires aux actions de CGLU dans le système financier mondial multipartite.
- Compte tenu de la nécessité de **réinventer la gouvernance au regard des situations d'urgence croissantes**, il est impératif de reconnaître l'ampleur des situations d'urgence et de mettre l'accent sur la justice sociale et l'empathie dans la phase de reprise. Ce sont là quelques-unes des leçons tirées de l'initiative sur la gouvernance de l'urgence dans les villes et les régions, menée conjointement par CGLU, Metropolis et LSE Cities.
- Souligner les **bénéfices mutuels des collaborations entre les gouvernements locaux et régionaux, les communautés locales** et les organisations de la société civile pour élaborer des politiques publiques responsables et transformatrices.

## **Préparation du Pacte pour l'avenir : questions qui pourraient être abordées l'année prochaine**

- La **gouvernance multiniveaux en période d'urgence** : conclusions du document d'orientation 4 de l'initiative sur la gouvernance de l'urgence dans les villes et les régions.
  - Liens avec l'initiative de LSE.
- La question du **renforcement des capacités** et des relations entre la gouvernance multiniveaux et le renforcement des compétences et des capacités.
  - Liens avec le Groupe de travail de CGLU sur le renforcement institutionnel et des capacités (CIB).
- Les liens entre la **gouvernance multiniveaux et la transparence**, la question de la **création d'alliances entre les gouvernements locaux et la société civile** pour influencer la gouvernance mondiale et le **rôle de la démocratie locale dans le renforcement de la gouvernance et le développement de sociétés informées et engagées**.

- Liens avec le Partenariat pour un gouvernement transparent (OGP) et les questions liées à la numérisation.
- Liens avec l'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP).
- **L'impôt minimum mondial sur les sociétés et la justice fiscale.**
  - Liens avec les débats au sein de l'U20, priorité pour Barcelone.
- Résultats préliminaires du **document d'orientation politique de CGLU** définissant des recommandations concrètes pour le **Cadre d'action mondial sur la localisation des financements.**
  - Liens avec le processus du Town Hall.
- Rôle des gouvernements locaux et régionaux et de leurs associations dans la **gouvernance des plans de relance et des mesures de relance budgétaire.**
  - Liens avec les discussions au sein de la Coalition mondiale de Malaga pour les finances municipales.
- Le **développement des marchés financiers à l'échelle nationale et le rôle de catalyseur joué par les Banques de développement des territoires.**
  - Liens avec les travaux des alliances régionales des banques de développement en Afrique (Le Réseau des institutions africaines de financement des collectivités locales – RIAFCO) et en Amérique latine et Caraïbes.
- Les **défis et les besoins spécifiques des villes intermédiaires** pour s'assurer qu'elles disposent de **conditions équitables pour accéder aux fonds internationaux**, soit directement, soit par le biais des partenaires de développement et de la coopération internationale.
  - Liens avec le Forum mondial des villes intermédiaires, priorité pour Santa Fe